

Juristat



Statistics
Canada

Canadian Centre
for Justice Statistics

Statistique
Canada

Centre canadien
de la statistique juridique

Vol. 4, No. 7

DATA FROM THE JUVENILE COURTS - 1983

The data presented here cover the last calendar year, 1983, during which the Juvenile Delinquents Act was in effect in Canada. With the proclamation of the Young Offenders Act (S.C. 1980-81-82, c. 110) on April 2, 1984, the Juvenile Delinquents Act was repealed. Changes in provincial legislation relating to illegal behaviour by young persons have been made or are expected to be made in the near future.

The Juvenile Court Survey was a census of those courts in Canada empowered to hear charges of delinquency in accordance with the Juvenile Delinquents Act or equivalent provincial legislation.

Overview

For 1983, a total of 115,037 charges were reported of which 85,389 (74.2%) resulted in findings of delinquency.⁽¹⁾ In comparison, the 1982 survey revealed 121,379 charges adjudicated with 91,677 (75.5%) findings of delinquency and in 1981, there were 121,747 charges resulting in 92,953 (76.3%) convictions. Thus, the 1983 data indicate an overall decrease of 5.2% in the charge count.

For all the provinces it is possible to link to an individual all the charges he or she had adjudicated during the year. In 1983 an estimated 49,130 juveniles had 115,037 charges adjudicated. Furthermore, 40,478 or 82.4% of these individuals were found guilty on at least one charge.

(1) Charges against adults (and companies) for contributing to delinquency or returned to court under subsection 20(3) of the J.D.A. (totalling 878) have been excluded from this total. The 1982 figure provided here also excludes such charges (928), as does the 1981 figure (1049).

November, 1984
4-2400-530

Service Bulletin
STATISTIQUE
CANADA
Bulletin de service

MAY 20 1984

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Vol. 4, N° 7

DONNÉES DES TRIBUNNAUX DE LA JEUNESSE - 1983

Les données que l'on présente ici couvrent l'année civile 1983, alors que la Loi sur les jeunes délinquants était encore en vigueur au Canada. Cette loi a été abrogée par la proclamation de la Loi sur les jeunes contrevenants (S.C. 1980-81-82, c. 110) le 2 avril 1984. Les changements à apporter aux lois provinciales ayant trait à la conduite illégale des jeunes personnes ont déjà été faits ou le seront dans un proche avenir.

L'enquête auprès des tribunaux de la jeunesse était un recensement des tribunaux du Canada habilités à entendre les accusations portées contre des jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants ou d'une loi provinciale équivalente.

Aperçu

Pour 1983, au total 115,037 accusations portées contre des jeunes ont été déclarées, dont 85,389 (74.2%) ont abouti à un verdict de culpabilité.⁽¹⁾ En comparaison, l'enquête de 1982 indique 121,379 accusations jugées dont 91,677 (75.5%) ont abouti à un verdict de culpabilité, et en 1981, il y eut 121,747 accusations dont 92,953 (76.3%) ont abouti à un verdict de culpabilité. On peut donc voir qu'en 1983, les données montrent une baisse de 5.2% dans le total des accusations.

Pour l'année et pour toutes les provinces on peut rattacher à une personne toutes les accusations pour lesquelles elle a été jugée. En 1983, 115,037 accusations portées contre 49,130 jeunes ont été jugées. De plus, 40,478 ou 82.4% des ces jeunes ont été trouvés coupables d'au moins une accusation.

(1) Les accusations (878 au total) portées contre des adultes (ou des sociétés) pour avoir contribué au délit, ou renvoyés devant le tribunal en vertu de l'article 20 (3) de la L.J.D. ne figurent pas dans ce total. Les accusations de ce genre pour 1982 (928) comme pour 1981 (1049), ne figurent pas non plus dans les chiffres donnés ici.

Novembre 1984
4-2400-530

Figure 1 displays the total charge count according to type of statute violated, along with the proportions contributed by various provinces. A total of 78.3% of all charges are Criminal Code and other federal statute offences. The remaining 21.7% are provincial statute and municipal by-law offences.

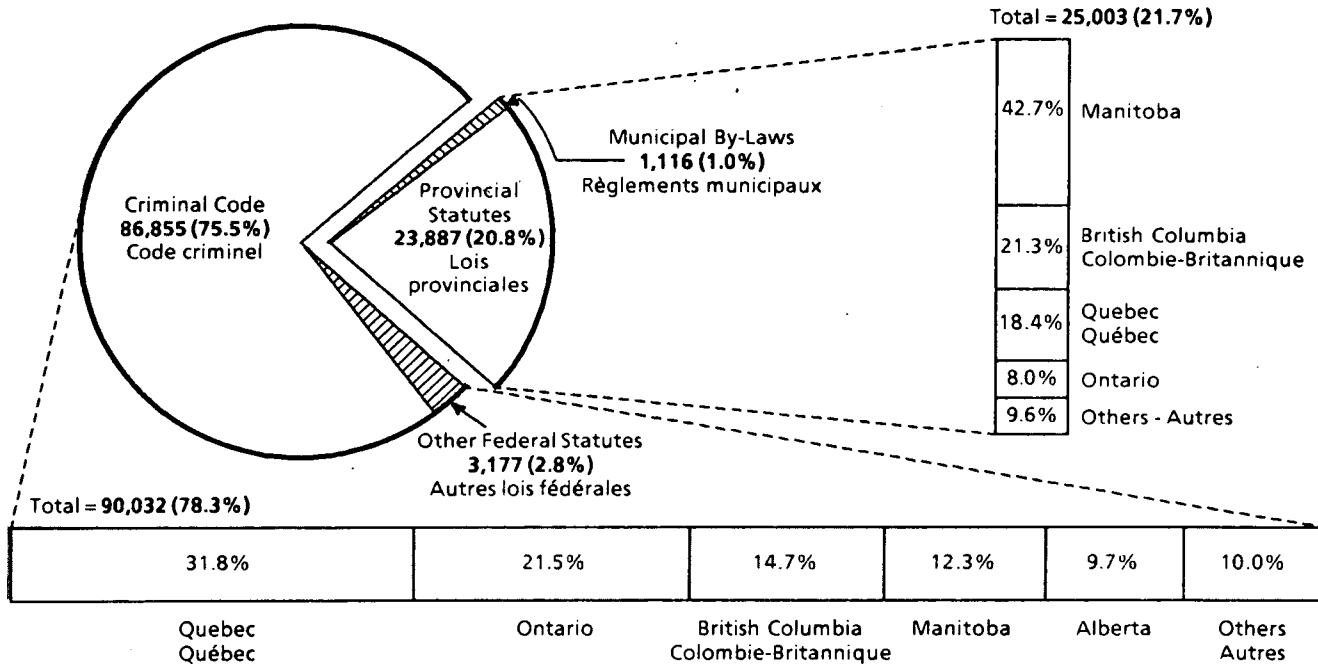
The disproportionately large contributions of Manitoba (42.7%) and British Columbia (21.3%) to the provincial statute charge count are primarily provincial traffic and liquor offences. This is a consequence of the inclusion of 16 year olds in both provinces, and 17 year olds in Manitoba, within the jurisdiction of the juvenile courts.⁽²⁾

La Figure 1 présente le nombre total d'accusations portées selon le genre de loi enfreinte ainsi que la proportion des accusations portées dans les diverses provinces. En tout, 78.3% sont des infractions au Code criminel ou à d'autres lois fédérales. Les 21.7% qui restent sont des infractions à une loi provinciale ou à un règlement municipal.

Le nombre disproportionné d'accusations du Manitoba (42.7%) et de la Colombie-Britannique (21.3%) face au nombre total d'accusations portées en vertu d'une loi provinciale, s'applique surtout à des infractions aux lois sur la circulation et les boissons alcooliques. Ce phénomène s'explique par le fait que les jeunes de 16 ans dans ces deux provinces et les jeunes de 17 ans au Manitoba relèvent des tribunaux de la jeunesse.⁽²⁾

Figure 1

Charges of Delinquency Adjudicated in Canada,⁽¹⁾ 1983
Accusations de délit jugées au Canada⁽¹⁾, 1983



(1) Charges against adults and companies for contributing to delinquency or returned to court under Subsection 20(3) of the Juvenile Delinquents Act are excluded from the counts. Two charges of unknown type are also excluded here.

(1) Les accusations contre les adultes ou des compagnies inculpés d'avoir contribué à faire d'un enfant un délinquant ou renvoyés devant le tribunal en vertu du paragraphe 20(3) de la Loi sur les jeunes délinquants sont exclues. Deux accusations de genre inconnu sont aussi exclues.

(2) In 1983, Juveniles at risk of referral to juvenile court were 7 to 15 years of age inclusive in all but the following provinces: Newfoundland and British Columbia (7 to 16 inclusive); Manitoba (7 to 17 inclusive); and Quebec (14 to 17 inclusive).

(2) L'âge des jeunes susceptibles d'être traduits devant un tribunal de la jeunesse varie de 7 à 15 ans inclusivement dans toutes les provinces, sauf les suivantes: Terre-Neuve et Colombie-Britannique (7 à 16 ans inclusivement); Manitoba (7 à 17 ans inclusivement); et Québec (14 à 17 ans inclusivement).

Federal Statute Offences

Of the 90,032 federal statute charges adjudicated in Canada in 1983, 64,301 (71.4%) resulted in findings of delinquency.

For most provinces the conviction rate exceeds 80% (see Figure 2A). The two most notable exceptions are Manitoba (54.1%) and Ontario (62.7%).

Figure 2A includes rates based on the juvenile population specifically at risk of referral to the juvenile courts for each province. The overall rates should only be compared for provinces for which the juvenile courts have the same age jurisdictions, because both charge rates and person rates increase with the age of the juveniles charged. (See note 2)

For most jurisdictions, the ratio of the number of charges adjudicated per person was approximately 2. A notable exception was Quebec for which the ratio was 5.0. Manitoba and British Columbia also had somewhat higher ratios, 2.7 and 2.6 respectively.

Infractions à des lois fédérales

Parmi les 90,032 accusations liées à des lois fédérales et jugées au Canada en 1983, 64,301 (71.4%) ont abouti à un verdict de culpabilité.

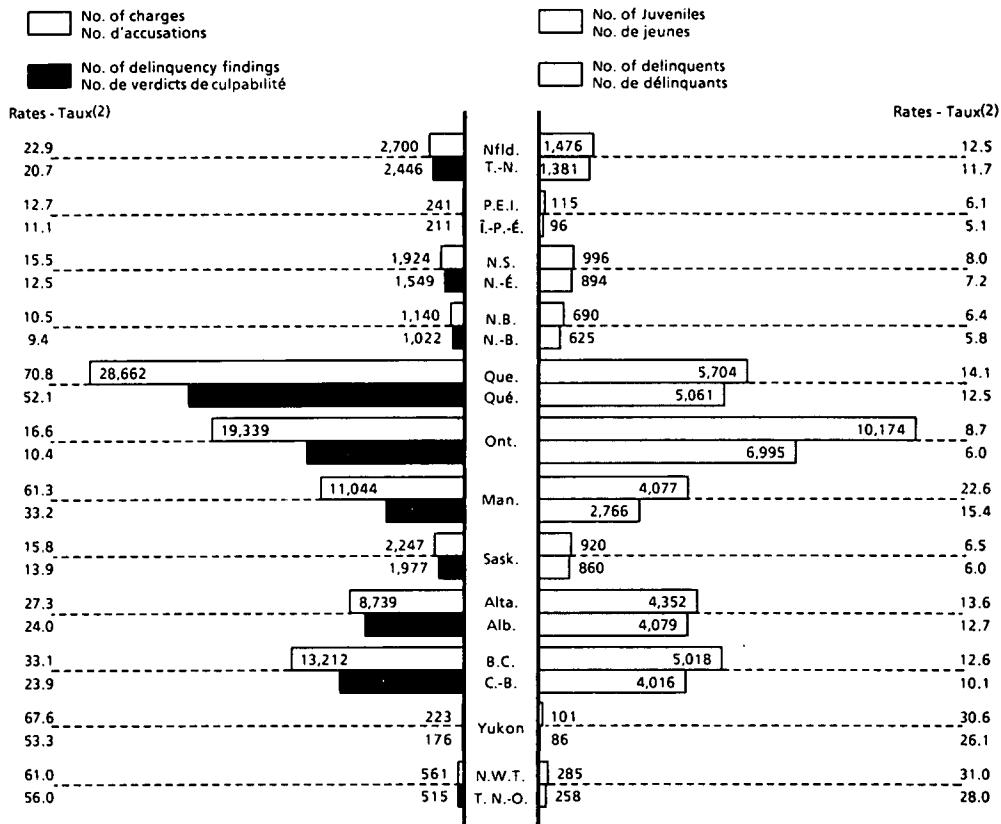
Dans la plupart des provinces, le taux de culpabilité excède 80% (voir Figure 2A). Les deux exceptions les plus remarquables sont le Manitoba (54.1%) et L'Ontario (62.7%).

La Figure 2A présente des taux fondés sur le nombre de jeunes susceptibles de comparaître devant les tribunaux de la jeunesse de chaque province. Les taux globaux ne doivent être comparés que pour les provinces où la limite d'âge en vigueur est la même, car les taux d'accusation et les taux de personnes s'accroissent avec l'âge des jeunes. (Voir note 2)

Dans la plupart des provinces, le nombre d'accusations jugées par jeune en 1983 se chiffrait à 2 environ. Le Québec fait exception. En effet, le nombre y était de 5.0 alors qu'au Manitoba et en Colombie-Britannique, il était également plus élevé mais à un moindre niveau, soit 2.7 et 2.6 respectivement.

Figure 2A

Federal Statute Charges Adjudicated and Estimated Number of Juveniles Implicated, 1983⁽¹⁾
Accusations entendues en vertu des lois fédérales et nombre estimé de jeunes impliqués, 1983⁽¹⁾



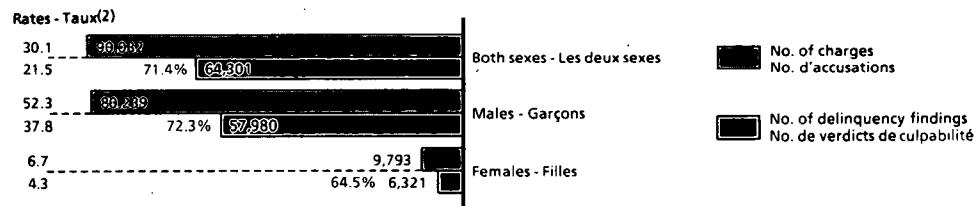
(1) Charges against adults (and companies) are excluded. -- Les accusations contre des adultes (ou des compagnies) sont exclues.

(2) The rates are relative to 1,000 juveniles in the population at risk of referral to juvenile court in each province. (See note 2 in text)

Les taux sont relatifs à 1,000 jeunes dans la population visée du tribunal pour enfants dans chaque province. (Voir note 2 du texte)

Male juveniles accounted for 89.1% of the federal statute charges adjudicated. Thus, for Canada as a whole (see Figure 2B), male juveniles had an overall rate of 52.3 charges adjudicated per 1000 juveniles (cf. 52.9 in 1982, 52.1 in 1981), while the corresponding rate for female juveniles was 6.7 (cf. 6.7 in 1982, 6.0 in 1981). It is interesting to note the consistency over the three years of the charge rates for males and females respectively.

Figure 2B
Federal Statute Charges Adjudicated, 1983⁽¹⁾
Accusations entendues en vertu des lois fédérales, 1983⁽¹⁾



(1) Charges against adults (and companies) are excluded. -- Les accusations contre des adultes (ou des compagnies) sont exclues.

(2) The rates are relative to 1,000 juveniles in the population at risk of referral to juvenile court in each province. (See note 2 in text)

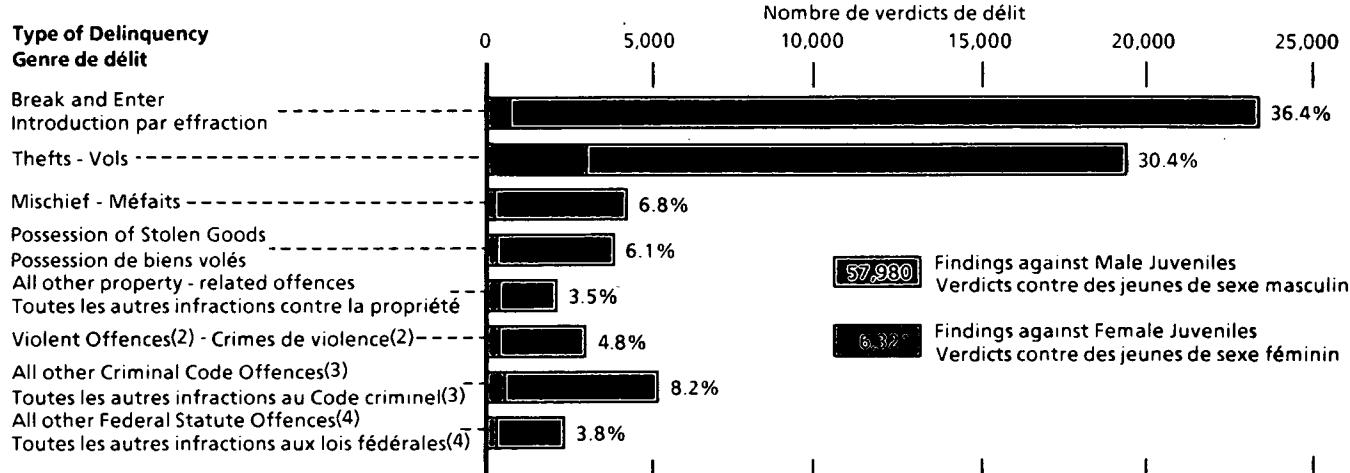
Les taux sont relatifs à 1,000 jeunes dans la population visée du tribunal pour enfants dans chaque province. (Voir note 2 du texte)

With respect to specific offences for which juveniles were found delinquent in 1983 (see Figure 3), the most frequent were Break and Enter (36.4%) and Thefts (30.4%).

Collectively, property-related offences accounted for 83.2% of all delinquencies pertaining to federal statutes. Violent offences accounted for 4.8% of the convictions. Corresponding figures for 1982 were 83.0% and 4.8%.

En 1983, 89.1 % des accusations portées en vertu de lois fédérales et jugées s'appliquaient à des jeunes de sexe masculin. Ainsi, pour l'ensemble du Canada (voir Figure 2B), le taux global des accusations jugées pour 1,000 jeunes garçons s'établissait à 52.3 (contre 52.9 en 1982 et 52.1 en 1981) alors que le taux correspondant chez les jeunes filles se chiffrait à 6.7 (contre 6.7 en 1982, et 6.0 en 1981). Il est intéressant de remarquer la constance des trois années pour ce qui a trait aux taux des hommes et des femmes respectivement.

Figure 3
Types of Delinquencies⁽¹⁾, Canada, 1983
Genre de délit⁽¹⁾, Canada, 1983



(1) This chart is based on 64,301 federal statute charges which resulted in a finding of delinquency. Charges against adults (and companies) are excluded. -- Ce graphique est basé sur 64,301 accusations liées à des lois fédérales qui ont abouti à un verdict de culpabilité. Les accusations contre des adultes (ou des compagnies) sont exclues.

(2) Includes murder, attempted murder, manslaughter, assaults, robbery and sexual offences. -- Comprend les meurtres, tentatives de meurtre, homicides involontaires, voies de faits, vols qualifiés et infractions d'ordre sexuel.

(3) Includes 25 categories of offences, including over 230 sections of the Criminal Code. -- Comprend 25 catégories d'infractions, relevant de plus de 230 articles du Code criminel.

(4) Includes offences against the Narcotic Control Act, the Food and Drugs Act, the Juvenile Delinquents Act (sections 2,20 (3), 33, 34) and other federal statutes. -- Comprend des infractions contre la Loi sur les stupéfiants, la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les jeunes délinquants (articles 2,20 (3), 33, 34) et autres lois fédérales.

Parmi les genres d'infractions à la suite desquelles des jeunes ont été reconnus coupables en 1983 (voir Figure 3), les plus fréquentes, étaient l'introduction par effraction (36.4 %) et le vol (30.4 %).

Dans l'ensemble, les crimes contre la propriété représentaient 83.2 % des infractions à des lois fédérales commises par des jeunes. Les crimes de violence en représentaient 4.8 %. Pour 1982, les chiffres correspondants étaient 83.0% et 4.8%.

Table 1 shows the distributions for 1981, 1982, and 1983 of findings of delinquency by type of disposition. Consistently, the most frequent disposition was probation/supervision (48.1% in 1981, 50.8% in 1982, 52.1% in 1983). The relative frequency of fines/restitution decreased over the three years (12.2% in 1981, 11.4% in 1982, 9.6% in 1983). The number and proportion of charges resulting in referrals to juvenile institutions, increased slightly from 1981 to 1983, (8902 charges or 12.8% in 1981; 9215 charges or 13.4% in 1982; 9406 charges or 14.6% in 1983).

Le Tableau 1 indique la répartition pour 1981, 1982 et 1983 des verdicts de culpabilité selon le genre de décision. Comme on peut voir, la décision, la plus fréquente était la probation/surveillance (48.1% en 1981, 50.8% en 1982, 52.1% en 1983). La fréquence relative des amendes/restitutions a diminué au cours des trois dernières années (12.2% en 1981, 11.4% en 1982 et 9.6% en 1983). Le nombre d'accusations et la proportion pour lesquelles on a confié le jeune à un établissement, se sont accrus légèrement depuis 1981, (8,902 accusations ou 12.8% en 1981; 9,215 accusations ou 13.4% en 1982; 9,406 accusations ou 14.6% en 1983).

TABLE 1 NUMBER OF CHARGES RESULTING IN FINDING OF DELINQUENCY BY NATURE OF DISPOSITION, CANADA (1981 - 1983)
TABLEAU 1 NOMBRE D'ACCUSATIONS DONNANT LIEU À UN VERDICT DE CULPABILITÉ SELON LA NATURE DE LA DÉCISION, CANADA (1981-1983)

| NATURE OF DISPOSITION/NATURE DE LA DÉCISION | | | | | | | | |
|---|--|--|--|---|---|---|---|---------|
| Year | Juvenile Institution/ Établissement pour les Jeunes | Referral to Care of Province/Cas Confier au soin de la Province | Probation/ Supervision/ Probation/ Surveillance | Fine/ Restitution/ Amende/ Restitution | Adjourned Indefinitely/ Ajournement pour une Période Indéterminée | Final Disposition Suspended/Décision Finale Suspendue | Other and Unknown/ Autres et Inconnues | Total |
| 1983 | 9,406 | 3,301 | 33,498 | 6,162 | 4,795 | 3,642 | 3,497 | 64,301 |
| Percent | (14.6) | (5.1) | (52.1) | (9.6) | (7.5) | (5.7) | (5.4) | (100.0) |
| 1982 | 9,215 | 3,424 | 34,934 | 7,838 | 5,747 | 3,904 | 3,684 | 68,746 |
| Percent | (13.4) | (5.0) | (50.8) | (11.4) | (8.4) | (5.7) | (5.4) | (100.0) |
| % Difference (1982-1983) | +2.1% | -3.6% | -4.1% | -21.4% | -16.6% | -6.7% | -5.1% | -6.5% |
| 1981 | 8,902 | 3,695 | 33,488 | 8,486 | 6,775 | 4,689 | 3,657 | 69,692 |
| Percent | (12.8) | (5.3) | (48.1) | (12.2) | (9.7) | (6.7) | (5.2) | (100.0) |

See notes for Table 2./Voir les notes du Tableau 2.

In Table 2, (on the next page) the 1983 distribution of charges resulting in findings of delinquency, by type of disposition, is provided for each province. Nationally, the most frequent disposition is probation/supervision (52.1%). British Columbia has the highest percentage of dispositions in this category (77.7%) followed by the Northwest Territories (62.7%), Prince Edward Island (60.7%), and Ontario (58.4%).

The second most frequent disposition is referral to an institution (14.6%). Quebec shows the highest proportion (29.1%) of charges leading to referral to an institution. The 6,143 institutional referrals in Quebec involved approximately 1,137 individuals. The 987 institutional referrals in Ontario affected approximately 460 individuals. In Nova Scotia and New Brunswick, where relatively high proportions of charges also resulted in this serious disposition, approximately 121 and 106 juveniles were affected respectively.

For further information, contact the Juvenile Justice Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Ottawa, Ontario. K1A 0T6 (613-990-8938).

Au Tableau 2, page suivante, figure pour chaque province la répartition pour 1983 des accusations qui se sont soldées par un verdict de culpabilité selon le genre de décision. Pour le pays, la décision la plus fréquente est la probation/surveillance (52.1%), la Colombie-Britannique montre le pourcentage le plus élevé dans cette catégorie de décision (77.7%), suivent les territoires du Nord-Ouest (62.7%), l'Île-du-Prince-Edouard (60.7%) et l'Ontario (58.4%).

La deuxième décision la plus fréquente est celle d'être confié à un établissement pour les jeunes (14.6%). Le Québec en a la proportion la plus importante (29.1%). Les 6,143 référencés à une institution au Québec s'appliquent approximativement à 1,137 individus. En Ontario, 460 individus environ ont reçu 987 décisions d'être confiés à un établissement pour les jeunes. En Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, une proportion relativement élevée de jeunes ont également été confiés à un établissement, soit 121 et 106 jeunes environ, respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements veuillez communiquer avec le Programme de la justice pour les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Ottawa, (Ontario). K1A 0T6 (613-990-8938).

TABLE 2: NUMBER OF CHARGES (FEDERAL STATUTE OFFENCES ONLY) RESULTING IN FINDINGS OF DELINQUENCY,
BY NATURE OF DISPOSITION, BY PROVINCE, 1983¹

TABLEAU 2: NOMBRE D'ACCUSATIONS (PORTEES EN VERTU DES LOIS FEDERALES SEULEMENT) DONNANT LIEU A UN VERDICT, DE CULPABILITE
SELON LA NATURE DE LA DECISION, PAR PROVINCE, 1983¹

| PROVINCE | NATURE OF DISPOSITION/NATURE DE LA DECISION ² | | | | | | | TOTAL/ TOTAL |
|---|---|--|--|---|---|--|---|----------------------------|
| | JUVENILE INSTITUTION ESTABLISSEMENT POUR LES JEUNES | REFERRAL TO CARE OF PROVINCE/ CAS CONFIES AU SOIN DE LA PROVINCE | PROBATION SUPERVISION/ PROBATION SURVEILLANCE | FINE RESTITUTION/ AMENDE RESTITUTION | ADJOURNED INDEFINITELY/ AJOURNEMENT POUR UNE PERIODE INDETERMINEE | DISPOSITION SUSPENDED/ DECISION FINALE SUSPENDUE | OTHER AND UNKNOWN/ AUTRES ET INCONNUES | |
| NEWFOUNDLAND/ TERRE-NEUVE | 15 (0.6) ³ | 538 (22.0) | 929 (38.0) | 376 (15.4) | 22 (0.9) | 477 (19.5) | 89 (3.6) | 2446 [3.8] ⁴ |
| PRINCE EDWARD ISLAND/ ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD | 15 (7.1) | 49 (23.2) | 128 (60.7) | 8 (3.8) | 4 (1.9) | 2 (0.9) | 5 (2.4) | 211 [0.3] |
| NOVA SCOTIA/ NOUVELLE-ÉCOSSE | 280 (18.1) | 14 (0.9) | 771 (49.8) | 169 (10.9) | 120 (7.7) | 25 (1.6) | 170 (11.0) | 1,549 [2.4] |
| NEW BRUNSWICK/ NOUVEAU-BRUNSWICK | 238 (23.3) | 2 (0.2) | 432 (42.3) | 49 (4.8) | 161 (15.8) | 124 (12.1) | 16 (1.6) | 1,022 [1.6] |
| QUEBEC/QUÉBEC | 6,143 (29.1) | 258 (1.2) | 8,309 (39.4) | 2,603 (12.3) | 1,924 (9.1) | 1,232 (5.8) | 623 (3.0) | 21,092 [32.8] |
| ONTARIO | 987 (8.1) | 485 (4.0) | 7,083 (58.4) | 785 (6.5) | 1,367 (11.3) | 988 (8.1) | 433 (3.6) | 12,128 [18.9] |
| MANITOBA | 880 (14.7) | 122 (2.0) | 3,085 (51.6) | 1,123 (18.8) | 113 (1.9) | 16 (0.3) | 638 (10.7) | 5,977 [9.3] |
| SASKATCHEWAN | 05 (0.0) | 369 (18.7) | 956 (48.4) | 93 (4.7) | 38 (1.9) | 419 (21.2) | 102 (5.2) | 1,977 [3.1] |
| ALBERTA | 55 (0.1) | 1,372 (17.9) | 3,950 (51.4) | 560 (7.3) | 714 (9.3) | 122 (1.6) | 956 (12.4) | 7,679 [11.9] |
| BRITISH COLUMBIA/ COLOMBIE-BRITANNIQUE | 842 (8.8) | 69 (0.7) | 7,408 (77.7) | 368 (3.9) | 287 (3.0) | 205 (2.2) | 350 (3.7) | 9,529 [14.8] |
| YUKON | 15 (0.6) | 6 (3.4) | 124 (70.5) | 5 (2.8) | 26 (14.8) | 13 (7.4) | 1 (0.6) | 176 [0.3] |
| NORTHWEST TERRITORIES/ TERRITOIRES DU NORD-OUEST | 05 (0.0) | 17 (3.3) | 323 (62.7) | 23 (4.5) | 19 (3.7) | 19 (3.7) | 114 (22.1) | 515 [0.8] |
| CANADA | 9406 (14.6) | 3301 (5.1) | 33,498 (52.1) | 6,162 (9.6) | 4,795 (7.5) | 3,642 (5.7) | 3,497 (5.4) | 64,301 [100.0] |

NOTES:

(1) This Table excludes charges against adults (and companies).

(1) Le tableau ne tient pas compte des accusations portées contre les adultes (et les compagnies).

(2) The disposition counted for each charge in the Table is that which is considered to be the most "serious".

(2) Dans ce tableau, la décision calculée pour chaque accusation est celle qui est tenue pour la plus "sérieuse".

(3) Figures in curved brackets are percentages of row totals.

(3) Les chiffres entre parenthèses représentent le pourcentage du total de chaque rangée.

(4) Figures in square brackets are percentages of the column total.

(4) Les chiffres entre crochets représentent le pourcentage du total de chaque colonne.

(5) In these provinces, some referrals to institutions will no doubt have been made through the appropriate provincial authority as a result of referrals to "Care of the Province". Note that the proportions of dispositions indicated in the category of "Referral to Care of Province" are comparatively high in these jurisdictions. In Alberta, the juvenile court can issue a "Compulsory Care Order" indicating that the offender is to be committed to an institution for a specified period not exceeding 90 days. Such orders most probably account for the small number of committals to institutions indicated.

(5) Dans ces régions, la décision de placer certains adolescents dans un établissement a sûrement été prise par les autorités provinciales après que les tribunaux eurent confié les contrevenants au "soin de la province". Il faut remarquer que le pourcentage des décisions de cette catégorie est, en comparaison, plus élevé dans ces régions. En Alberta, les tribunaux peuvent émettre un "Compulsory Case Order" selon lequel le contrevenant peut être détenu pour une période n'existant pas 90 jours. Ces décisions pourraient probablement expliquer le nombre peu élevé d'enfants envoyés dans un établissement pour les jeunes.

